

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Ôter leur pouvoir destructeur aux capitalistes

La période des vacances ne peut faire oublier une situation qui se détraque à grande vitesse. Que l'on ait pu ou non partir en vacances, l'inflation et la vie chère nous rattrapent partout. La chaleur étouffe une grande partie de la population du sud, et ce n'est là qu'un aspect catastrophique du réchauffement climatique. En Ukraine, la guerre et son cortège de destructions continuent.

Comme un miroir grossissant, cette période souligne bien des reculs. La chaleur de l'été rend les conditions de travail plus dures et fait ressortir l'exiguïté des logements et l'entassement dans les quartiers populaires. À cela s'ajoutent les services utiles à la population fermés ou en sous-régime. C'est particulièrement dramatique pour les hôpitaux plongés dans des situations impossibles.

Rien de tout cela n'est nouveau. Le recul de nos conditions de vie est insidieux et progressif. Il n'y a pas d'images spectaculaires de ce qui est détruit. Il n'y a pas eu de tirs de mortiers d'artifice, pas d'incendies comme lors des émeutes en France. Les hôpitaux ne sont pas brûlés : ils sont vidés de leurs soignants! Les logements manquants ne sont pas incendiés: ils ne sont pas construits! Il n'y a pas de pillage visible et médiatisé, et pourtant, la société est mise en coupe réglée. Tout cela se fait dans « l'ordre » c'est-à-dire dans l'ordre de l'exploitation qu'aiment tant la droite et l'extrême droite.

Le grand patronat s'enrichit comme jamais sur le dos des travailleurs en attaquant les conditions de travail, en maintenant les salaires au plancher et en intimidant tous ceux qui osent protester. Et comme si cela ne suffisait pas, il nous rackette au travers de l'inflation, car c'est lui qui décide d'augmenter les prix pour faire grimper ses marges.

Par mille et un subterfuges, les capitalistes, plus ou moins couverts par la loi, s'arrangent pour soustraire des milliards aux impôts. Là, les politiciens qui se veulent à la pointe du combat contre la délinquance ne crient pas : « Au voleur »! Tout cela, alors même que le grand patronat pompe déjà allègrement dans les caisses publiques au travers des subventions et autres ponts d'or.



L'année dernière, le milliardaire le plus riche de Belgique, Eric Wittouck, s'est versé un dividende de 2,025 milliards d'euro, soit 4 fois le salaire minimum par minute. De l'autre côté, certains travailleurs ne peuvent plus s'acheter ne serait-ce que des fruits et

des légumes. L'écart entre les deux est le résultat de ce vol légalisé.

Retraites, droits sociaux, hôpitaux et écoles publiques, environnement... les maîtres de la société, la classe capitaliste et ses politiciens aux ordres, sont en train de tout saccager pour servir les intérêts d'une infime minorité de capitalistes. Ces destructions-là sont sans commune mesure avec celles provoquées en France par les émeutes de quelques milliers de jeunes révoltés contre les violences policières.

Mais pas un gouvernement ne fera le compte des dégâts engendrés par la gestion capitaliste, car tous les politiciens qui se bousculent au portillon sont les défenseurs de cet ordre bourgeois, de la propriété privée et de la loi du profit.

On l'a vu l'hiver dernier lorsque les gouvernements ont laissé les capitalistes de l'énergie, les Engie, Luminus ou Total-Énergies, surfer sur la vague spéculative pour engranger des milliards de bénéfices en privant des dizaines de milliers de familles de chauffage. Libéraux, sociauxchrétiens, socialistes, écolos: tous sont soumis aux riches actionnaires mais implacables contre les pauvres et les travailleurs. Quant aux partis d'extrême droite, il n'est nul besoin d'attendre qu'ils accèdent au gouvernement pour comprendre qu'en ciblant la jeunesse et l'immigration, ils font diversion et cachent la responsabilité des capitalistes. Il est évident qu'au pouvoir, ils seraient, comme les autres, complices de leur vol, de leur pillage et de leurs crimes contre les travailleurs, la société et l'environnement.

La ligne de conduite de ces capitalistes peut se résumer ainsi : « J'accumule des fortunes, et après moi le déluge ». Il paraît que certains d'entre eux se payent maintenant des bunkers capables de résister à une bombe nucléaire, un tsunami ou une épidémie. Sauver leur peau, après avoir œuvré à la destruction des humains et de la planète : voilà à quoi pensent ceux qui prétendent nous diriger!

moi le déluge ». Il paraît que certains d'entre eux se payent qu'il faut empêcher de nuire. Et c'est

possible si les travailleurs retrouvent la conscience de ce qu'ils sont : les seuls capables de faire fonctionner la société. Les seuls à pouvoir la diriger pour qu'elle ne soit pas guidée par la soif de profits, la spéculation et la concurrence qui mènent la société à l'autodestruction!

Les urgences sociales qui ne font pas la Une des journaux

Se loger, se soigner, se nourrir correctement ainsi que sa famille, éduquer ses enfants, se rendre au travail ou à l'école en transport public : des nécessités quotidiennes devenues de véritables défis pour des centaines de milliers de travailleurs, chômeurs et retraités, plus difficiles encore pour les femmes.

Plutôt que le bulletin de santé du roi Albert ou la vie des stars, les articles rassemblés ci-dessous, certains issus de numéros antérieurs de notre journal Lutte Ouvrière, rappellent quels sont les problèmes urgents, dramatiques, que les travailleuses et les travailleurs doivent mettre en avant pour organiser leur défense.

Crise du logement

Témoignage:

Moi et mon épouse de 76 ans, nous habitons dans un logement insalubre et dangereux. La façade arrière menace de s'effondrer. Je n'ose plus emprunter l'escalier qui monte à l'étage car il risque de céder. De toute façon, les fissures et l'humidité, qui a fait tomber jusqu'au plâtre, rendent les chambres inhabitables.

Nous vivons dans une seule pièce. Les sanitaires et l'évacuation des eaux usées ne fonctionnent plus. Nous avons subi des invasions de rats contre lesquelles j'ai dû lutter seul, car la Région wallonne refusait d'intervenir dans une habitation dangereuse. Nous payons pour cela un loyer de 550 euros par mois, sans les charges. La Région wallonne et la

Ville de Mons ont déclaré notre logement insalubre et le propriétaire veut vendre la maison, mais nous n'avons nulle part où aller.

Je dois m'occuper de mon épouse qui a subi plusieurs AVC, a de lourds problèmes cardiaques et de graves crises de diabète. Elle doit se rendre chaque semaine à l'hôpital pour faire une dialyse; les soins et les médicaments nous coûtent en moyenne 900 € par mois. Hélas, elle a perdu sa couverture mutuelle. En effet, nous nous sommes mariés en juin 2022 et depuis, elle a perdu sa pension de survie de 1 079 €. Elle n'a plus aucun revenu.

Je demande de l'aide depuis des années au Bourgmestre de Mons, j'ai introduit un dossier auprès de la société de logement social Toi et Moi, ainsi que de l'Agence immobilière sociale de Mons.

Toutes les démarches sont difficiles. Rien ne peut se faire par téléphone, il faut toujours se déplacer pour au bout du compte être traité comme des moins que rien. Toi et Moi répond que nous ne sommes pas prioritaires car « mon épouse ne serait pas handicapée ». Dans le dossier que nous leur avons remis figure pourtant une attestation de notre médecin qui stipule qu'elle « ne peut se lever et se déplacer sans aide, même à l'intérieur »!

La secrétaire de M. Nicolas Martin nous envoie balader en affirmant que « c'est nous qui avons rendu notre logement insalubre »! C'est faux. Elle ne connaît rien à notre vie, c'est seulement un prétexte pour se débarrasser de nous.

Je connais personnellement des dizaines de personnes sur Mons qui sont dans notre situation et qui ont un besoin urgent d'être relogées. Le gouvernement wallon augmente ses dépenses militaires et de prestige, mais il ne veut pas consacrer les moyens nécessaires pour des

Abonnement : 22 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner à *Lutte Ouvrière* par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1

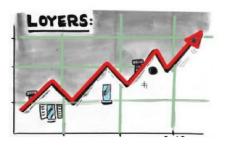
avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons. Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

logements décents. Les propriétaires privés dictent leurs lois : « pas d'enfants, pas d'animaux », pour des loyers qui ont augmenté partout. Voilà la situation que nous subissons après une vie de travail. C'est une honte!

Bruxelles: l'étau des loyers...



Les loyers ne cessent d'augmenter à Bruxelles. Pour beaucoup de travailleurs, ils représentent la moitié du salaire, voire plus. Cela s'ajoute à l'augmentation générale des prix. Des dizaines de milliers de personnes quittent la capitale pour trouver un loyer moins cher, quitte à passer des heures dans les transports pour aller au travail.

Les principaux responsables de cette augmentation sont les capitalistes spéculateurs sur la pierre, achetant de nombreuses maisons et immeubles et imposant de fortes hausses de loyers.

Ils préfèrent laisser un bâtiment à l'abandon ou presque pour éviter de payer des travaux, imposant à quatre enfants sur dix à Bruxelles de vivre dans des logements considérés comme insalubres. Ou bien, ils bénéficient des primes à la rénovation et autres avantages fiscaux payés par les impôts c'est-à-dire par les travailleurs.

Cette hausse des loyers conduit finalement à l'expulsion chaque année de près d'un ménage bruxellois sur 100...

... et l'insalubrité des logements sociaux

Beaucoup de travailleurs, chômeurs ou retraités espèrent obtenir

un logement social. Mais, il faut attendre de 12 à 17 ans... pour se retrouver dans un logement dégradé.

Les quelques projets de rénovation qui ont lieu concernent surtout la façade, comme au square Albert 1^{er} à Anderlecht. « Ils se fichent des habitants, pour eux, c'est juste la campagne électorale qui commence » dénonce un habitant de l'immeuble.

Au Peterbos une fuite d'égouts durait depuis plusieurs mois, avant que les réparations ne commencent, lorsque la presse a révélé qu'une invasion de larves sévissait.

Le gouvernement bruxellois avait promis un plan de rénovation de 37 000 logements sociaux sur dix ans. Promettre, ils savent faire... Mais avec l'augmentation des coûts des matériaux, alors que leurs budgets restent fixes, les sociétés qui gèrent les logements sociaux affirment maintenant que ces rénovations ne seront pas possibles, et prévoient même d'augmenter les loyers.



En fait, les loyers sont trop chers parce que les salaires sont trop bas.

Il faudra imposer une augmentation des salaires en fonction de l'inflation réelle, celle des produits alimentaires, comme des loyers, et que les salaires et pensions soient indexés sur l'augmentation, avec un index contrôlé par les travailleurs eux-mêmes.

LOB 7 juillet 2023

Les vautours spéculent, les travailleurs déménagent

Le prix médian des logements achetés à Bruxelles a augmenté de 25% environ ces cinq dernières années.

Cette augmentation vient principalement de la spéculation, car des centaines de capitalistes qui ne savent pas quoi faire de leurs profits achètent des maisons et des appartements en espérant les revendre plus cher plus tard.

Résultat: en 2021-2022 le nombre de personnes qui déménageaient hors de Bruxelles a augmenté de 10%.

Ce n'est pas un problème pour les spéculateurs qui préfèrent laisser un logement vide plutôt que de baisser le loyer : pour eux le plus important est qu'ils puissent le revendre plus cher. Ils se fichent bien des heures de transport supplémentaires que perdront les navetteurs pour aller travailler...

Á force de faire gonfler la colère, ils finiront par se retrouver avec la réquisition, par la population, de leurs logements et immeubles vides!

LOB 5 juin 2023

Les fausses promesses du logement social

Depuis la crise de 2008, le nombre de logements sociaux stagne en Wallonie aux alentours de 102 000. Alors que 40 000 ménages – plus de 90 000 personnes – sont sur liste d'attente.

Les promesses de construction de nouveaux logements sociaux ne durent que le temps d'une campagne électorale.

Le nombre de logements sociaux diminue chaque année en raison de la vétusté des bâtiments les plus anciens ou de leur vente. Les nouveaux logements construits par le Gouvernement wallon visent en réalité des locataires qui ont les moyens de payer un logement au prix du marché de l'immobilier privé. Quant aux autres, les sociétés de logements sociaux créent de nouveaux règlements pour s'en débarrasser!

Se loger impose d'exiger des augmentations de salaires, des pensions et des indemnités de chômage.

LOB 25 avril 2023

Centr'habitat (logement social de La Louvière) : un règlement indécent

Les bureaucrates de la direction de Centr'habitat ont décidé un changement des règles qui vont pousser des gens à la rue.

Désormais, en cas de décès ou de départ du titulaire du logement, le reste de la famille doit réintroduire une demande de logement social... et se retrouver sur liste d'attente. Centr'habitat propose seulement une prolongation provisoire d'un an du contrat de bail... à condition de payer trois mois de loyer de caution, ce qui est souvent impossible pour des ménages déjà sous pression en raison de l'augmentation du coût de la vie.

Ce qu'il faut, c'est plus de logements et moins de règlements bureaucratiques!

LOB 25 avril 2023

Fin du tarif social élargi

Le tarif social élargi, accordé à près d'un demi-million de personnes lors de la flambée des prix de l'énergie, a pris fin ce 1er juillet. L'augmentation de la facture de gaz et d'électricité pour un ménage de trois personnes dépasse les 1 000 euros par an. En moyenne, la facture énergie de ces ménages doublera! Le gouvernement abandonne ces familles, comme du reste les travailleurs des CPAS, sur qui une catastrophe sociale prévue va s'abattre.

LOB 9 juillet 2023

Santé, éducation...

Les soins hospitaliers toujours plus chers ...

Entre 2019 et 2021, le nombre de factures dépassant les 1 000 euros, dont certaines non-remboursables, a augmenté de 19,2%. Les patients doivent payer toujours plus pour

être hospitalisés, passer une IRM, un scanner, ou bien suivre une radiothérapie pour soigner leur cancer.

Même les montants remboursés par la sécurité sociale, ce sont aussi les travailleurs qui les paient par les impôts et cotisations!

... au profit des capitalistes de la santé

De leur côté les grands groupes pharmaceutiques se disputent l'argent de la sécurité sociale. Au sein de la Commission de remboursement des médicaments, qui décide du prix du médicament et du montant remboursé, de nombreux « experts » ont des liens et des intérêts dans les laboratoires.

Que ce soit avec les médicaments, le matériel médical ou la construction des hôpitaux, pour les capitalistes, la santé n'est qu'un moyen de faire du profit.

LOB 20 juin 2023

Agressions sur le personnel soignant



Les travailleurs des soins de santé rapportent de plus en plus de cas d'agressions sur leur lieu de travail. Insultes, menaces verbales, attaques physiques, coups et blessures...

Ces violences viennent souvent de la surcharge de travail : quand les délais d'attente pour être pris en charge sont longs, quand règnent dans les services les sentiments de stress et d'inquiétude. Quand sous la pression, les infirmières des urgences ou des services en chambre ne parviennent pas à s'occuper correctement de chaque patient.

C'est le manque de moyens pour les soins de santé et en particulier le souseffectif des équipes qui sont à l'origine d'une grande partie de ces situations. Cela continuera tant que la vie des gens passera après les profits du capital.

LOB 9 juillet 2023

Écoles... en voie de disparition



La Communauté flamande vient d'accepter le passage à 4 journées de leçons pour deux écoles primaires bruxelloises où manquent trop d'enseignants.

La pénurie est systémique depuis longtemps déjà, et pas seulement à Bruxelles. Un directeur d'école démissionnait il y a quelques semaines, ne supportant plus que 12 heures de leçons, en moyenne, tombent à l'eau chaque semaine.

Face à la catastrophe, le ministre de l'Enseignement Ben Weyts (N-VA) promouvait en décembre l'engagement de travailleurs issus du privé ou d'autres secteurs pour combler la pénurie.

Mais voilà que le gouvernement a trouvé mieux : tout simplement supprimer les cours ! Le mercredi, les enfants pourront rester chez eux, venir à l'école où une garderie sera organisée, ou encore participer à des ateliers créatifs... payants bien entendu.

Les garderies à rallonge et les heures de fourche pour cause de manque d'instituteurs ou de profs sont déjà une réalité permanente dans les écoles primaires et secondaires, dans les deux communautés linguistiques. Le gouvernement flamand ne fait que légaliser la situation.

Avec l'augmentation des heures de stages et leur introduction dès la quatrième secondaire, ainsi que l'ouverture d'options qui préparent au métier de soldat, les gouvernements préparent les jeunes des familles populaires à trimer ou faire la guerre.

Pas sûr que la jeunesse se laisse faire...

LOB 20 juin 2023

Pas de transport scolaire, pas d'école!

Le directeur de l'école d'enseignement spécialisé à Waudrée (région du Centre) se désespère. Les bus de ramassage scolaire, indispensables dans cette région rurale, sont de plus en plus indisponibles.

Il manque un chauffeur, une accompagnatrice scolaire ? Le bus est supprimé et les écoliers restent sur la chaussée.

Les TEC sous-traitent ces transports à des petites sociétés dont ce n'est pas la priorité. Le Service Public de Wallonie, de son côté, est responsable des accompagnatrices scolaires, mais les conditions d'horaires et de rémunérations sont exécrables et il manque du personnel.

Résultat ? Des dizaines d'enfants sont de fait empêchés d'aller à l'école depuis la fin juin. « Et je suis persuadé que les problèmes ne vont que s'amplifier l'année scolaire *prochaine* » enrage le directeur... qui craint pour l'avenir de son école.

Les services d'aide à la jeunesse en grève

25 des 26 Services d'aide à la Jeunesse (SAJ) et Service de Protection de la Jeunesse (SPJ) de la Fédération Wallonie Bruxelles sont en grève depuis le 22 juin. Ils dénoncent le manque de personnel, de moyens, et surtout de places d'accueil pour les enfants victimes de maltraitance dans leurs familles

42 000 enfants sont pris en charge chaque année par ces services. Le nombre de dossiers par agent, limité à 47 en théorie, atteint fréquemment le double, voire le triple! Dans ces conditions, impossible de s'occuper sérieusement d'aider les enfants et leurs familles

Il faut des mois voire des années pour trouver une place d'accueil. Les agents doivent souvent renvoyer des enfants dans une familles incapables de s'en occuper ou qui y subissent des violences.

En cas d'extrême urgence, ces enfants sont envoyés dans des hôpitaux. Ils arrivent dans des services de pédiatrie où ils sont confrontés à la souffrance d'autres enfants, atteints de

maladies graves, comme des cancers. Ce n'est clairement pas la place d'un enfant pas malade!

La grève est un moyen de cesser de subir avec impuissance toute cette violence résultant de l'indifférence du gouvernement.

Face caméras, la ministre de l'aide à la jeunesse, Valérie Glatiny, prétend accorder des moyens supplémentaires, et annonce que « 152 places sont débloquées depuis le premier juin ». Un chiffre dérisoire face à l'ampleur des besoins.

Mais en coulisse, la direction de l'administration, à la botte de la ministre, tente de mettre la pression sur le personnel, comme lorsqu'elle commande un audit sur le SAJ de Mons suite au décès d'un enfant renvoyé dans sa famille, faute de place.

Les travailleurs de ce SAJ, qui tiraient la sonnette d'alarme des mois avant le drame, sont révoltés. Malgré l'émotion causée par le décès de l'enfant, ils ont décidé de rejoindre leurs collègues en grève, le jeudi 29 juin. La grève est donc devenue totale, tous les SAJ et SPJ y participant, sans exception.

LOB 9 juillet 2023

Tous ces reculs sociaux ne tombent pas du ciel. Ce sont les conséquences de la lutte de classe, des pressions que le grand patronat et les gouvernements à son service imposent aux travailleurs, aux pensionnés, aux chômeurs, aux petits indépendants...

Derrière la hausse des prix...

Le Fond Monétaire International, une institution dévouée au capitalisme, constate que « la hausse des bénéfices des entreprises a été responsable de 45% de l'inflation dans la zone euro depuis 2022 ».

D'autres estimations évaluent la part de l'inflation provoquée par la course aux profits des entreprises à plus de la moitié aux USA, voire près des deux tiers en Grande-Bretagne ou en Australie.



Une grande part de cette inflation est provoquée par une centaine de grosses entreprises mondiales des secteurs de l'alimentation et de l'énergie. A elles seules, elles ont engrangé 306 milliards de dollars de bénéfices supplémentaires en 2022 par rapport aux années précédentes, bénéfices dont 84% ont immédiatement été versés aux actionnaires.

La hausse des prix est un racket gigantesque des riches sur les pauvres et les travailleurs.

... la voracité des actionnaires

En Belgique, les 1% les plus riches possèdent près d' un quart de toutes les richesses du pays. Soit plus que 70% de la population la moins riche.

Les milliardaires sont un peu plus nombreux... et beaucoup plus riches : en 10 ans, leur fortune a doublé.

Pour 100 euros de richesses créées par les travailleurs, la moitié aboutit directement dans les coffres de ces grandes fortunes.

Ce n'est pas la dette de la population

La crise énergétique et la guerre en Ukraine ont encore aggravé le déficit public belge qui monte à 23 milliards d'euros cette année.

Ces dépenses sont là uniquement pour répondre aux intérêts des capitalistes, sur le dos des peuples, que ce soit à travers la spéculation sur l'énergie ou l'envoi d'engins de morts pour défendre leurs intérêts en Ukraine.

Les travailleurs et travailleuses n'ont pas à accepter les diminutions que les gouvernements ne manqueront pas de nous imposer, en s'attaquant à l'école, à la santé, aux services publics, etc.

Les capitalistes sont responsables de la crise et coupables de la guerre, à eux de payer.

LOB 29 septembre 2022

Delhaize ment aux travailleurs

Depuis l'annonce de son plan de franchisation, Delhaize a toujours promis de préserver l'emploi, d'encadrer les repreneurs, d'assurer une transition qui protègera les conditions de travail...

Pour les travailleurs des magasins déjà franchisés, ces promesses ont toujours sonné faux. Eux, sont bien

conscients des conséquences de la franchisation sur les conditions de travail, les salaires et le risque de licenciement.

Un indépendant affilié a dénoncé les mensonges de Delhaize. Il s'est exprimé dans la presse, en indiquant que la masse salariale d'un magasin franchisé atteignait au maximum 10% des coûts, contre 20% pour un magasin intégré. Selon lui, c'est la moitié voire les trois quarts du personnel franchisé qui risquent d'être licenciés.



Et pour ceux qui resteront, il faudra tenir la pression et accepter des conditions toujours plus dures. Les indépendants, prédit le franchisé, devront faire travailler des étudiants, utiliser des contrats précaires, augmenter les pressions... Sans quoi ils feront faillite. LOB 5 juin 2023

Delhaize: la « Justice » montre son vrai visage



Alors que les travailleurs de Delhaize dénoncent et luttent depuis deux mois contre la franchisation des 128 magasins intégrés, la direction a obtenu du tribunal de première instance de Bruxelles l'interdiction des piquets de grève dans tout le pays.

La soi-disant Justice et l'Etat montrent leur vrai visage : les lois sont faites par et pour les patrons. Pour gagner contre les actionnaires et les patrons, il n'y a rien à attendre ni des gouvernements ni des juges.

Ce n'est que si le mouvement de grève s'étend largement dans le secteur de la distribution et en réalité à tout le pays, que les travailleurs pourront imposer un rapport de force face à la bourgeoisie. Dans ces cas-là, les tribunaux et la police seront bien incapables d'empêcher les piquets.

LOB 8 mai 2023

Ryanair: voleur

A l'approche de l'été, la direction de Ryanair a annoncé vouloir diminuer d'un jour le temps de repos entre deux voyages pour les pilotes partant de Charleroi (trois jours au lieu de quatre).

Cette nouvelle attaque s'ajoute au chantage à l'emploi pendant la pandémie, la direction menaçant de licencier 66 pilotes, afin d'obtenir une baisse « temporaire » de 20% du salaire des pilotes. Mais depuis, les salaires n'ont toujours pas été rétablis et l'indexation d'août 2019 n'a toujours pas été prise en compte!

Avec les prix qui ont explosé, les pilotes font face, selon les syndicats, à une perte de pouvoir d'achat importante pendant que les actionnaires s'enrichissent sur les salaires des pilotes, et que le trafic aérien a repris presque comme avant le covid!

La direction de Ryanair tente en plus d'utiliser le chantage, déclarant être prête à céder à certaines demandes, en échange du retrait des plaintes que 50 pilotes avaient déposé à l'époque au tribunal du travail.

Alors face à ces attaques et au refus de la direction de céder, les pilotes basés en Belgique ont décidé qu'ils feront grève les 15 et 16 juillet. Sur les 180 pilotes de Ryanair basés en Belgique, 80% ont voté pour.

LOB 9 juillet 2023

« Bpost hold up »



Ce livre récent révèle les coulisses de l'État et ses liens avec les capitalistes, en particulier ceux qui contrôlent les médias.

En tant qu'actionnaire public, les gouvernements déversent chaque année des centaines de millions de subsides dans cette entreprise, sous le prétexte de « sauver l'emploi ».

Mais en réalité, alors qu'il y avait 58 000 emplois en 2003, il y en a aujourd'hui moins de la moitié. Les subventions n'ont donc pas sauvé le moindre emploi, mais ont fait exploser les bénéfices qui dépassent les 100 millions par an.

Ces subventions, qui permettent à Bpost de faire ces profits mirobolants, sont aussi une source de revenus importants pour les capitalistes des médias.

En Belgique, cinq grands groupes se partagent les plus grands journaux. Ils bénéficient des subventions de Bpost qui réduisent le coût de leurs abonnements papiers, autant d'argent économisé pour renforcer leurs profits, et toujours au détriment des travailleurs.

Ce n'est pas un hasard si ces actionnaires figurent parmi les familles les plus riches du pays, comme les Baert (Het belang van Limburg, 361,5 millions €) ou les Hurbain (Groupe Rossel, 169 millions €).

Grève chez BPost

Les travailleurs des centres de tri BPost en Wallonie et à Bruxelles ont fait grève plusieurs jours fin juin.

D'autres grèves avaient déjà eu lieu pour dénoncer la réorganisations des tournées qui sont absurdes et inégalement distribuées (elles varient entre 500 et 1 400 boîtes aux lettres). Une manière de diviser, entre ceux qui ont une tournée à peu près correcte, et d'autres qui n'ont que des tournées trop longues.

Le plus petit nombre de courriers et le plus grand nombre de colis ajoutent à la pénibilité du travail.

Comme ailleurs, une minorité de personnes qui ne connaissent rien au travail décide pour la majorité. L'inverse fonctionnerait bien mieux!

LOB 7 juillet 2023

Dégradation de nos conditions de vie, précarité, chômage, hausse des prix : voilà ce que le capitalisme inflige aux travailleurs dans les pays « riches ».

Mais les guerres, la misère et les famines qui ravagent le monde sont, elles aussi, les conséquences de ce système fou et criminel. C'est pourquoi il faut se rappeler l'idée qui a guidé des générations avant nous : « Les travailleurs n'ont pas de patrie, ils n'ont que des chaînes à abattre... »

Guerres, misère, noyades

Dans la Méditerranée, un bateau surchargé de 750 migrants a fait naufrage. 600 sont décédés dont plus d'une centaine d'enfants.



Beaucoup venaient de Syrie, fuyant la misère après une guerre dévastatrice. D'autres fuyaient des conflits en Afrique et des famines. Toutes ces horreurs sont engendrées par le pillage de ces pays pauvres par les banques et les groupes industriels des puissances impérialistes. Et ces puissances osent prétendre être le siège de la démocratie et de la liberté

Au même moment, l'Union européenne vient de décider la création de camps pour des migrants issus du Maroc, Algérie, Tunisie, Bangladesh, Pakistan et sans doute d'autres ayant « statistiquement moins de chance » d'obtenir le statut de réfugiés... pour les expulser plus rapidement.

La tentative d'assassinat d'enfant à Annecy a été le prétexte pour la droite et l'extrême droite de propos racistes et d'accusations contre les réfugiés et les musulmans, comme s'il y avait un lien entre le statut de demandeur

d'asile du tueur et l'acte monstrueux d'un déséquilibré! Comme s'il n'y avait pas d'assassins d'enfants – et de femmes – dans la population bien belge ou bien francaise!

Ce sont les dirigeants et capitalistes européens qui sont responsables des guerres dans de nombreux pays, de la misère qui en résulte, de la mort de millions de personnes, dont beaucoup d'enfants, ainsi que des migrations pour y échapper. Aucune loi, aucun mur ne fera renoncer ceux qui sont forcés de tout quitter pour refaire leur vie, cela rendra leurs conditions encore plus catastrophiques.

LOB 19 juin 2023

Guerre sans fin en Ukraine ?

Les gouvernements occidentaux fournissent d'importantes quantités d'armes à l'Ukraine... tout en sachant que l'armée ukrainienne n'a pas les moyens humains de vaincre l'armée russe, qu'elle n'a même pas les forces pour reconquérir et occuper la Crimée, contrairement aux déclarations des plus va-t-en-guerre ukrainiens.

En face, en Russie, les dissensions au sommet de l'Etat se manifestent. Prigogine, le patron de l'armée privée Wagner, menace Poutine parce qu'il ne recevrait pas assez de munitions... Mais la Russie les a-t-elle? Poutine peut-il maintenir les efforts de guerre?

Si Poutine tombait, il aurait des remplaçants, peut-être comme Prigogine, peut-être encore plus déterminés à aggraver la guerre.

C'est pour cela que les dirigeants occidentaux misent sur l'affaiblissement de la Russie dans une longue guerre, mais pas sur le renversement de Poutine, ce qui ouvrirait une grave incertitude politique et militaire.

Alors les populations ukrainiennes et russes continuent de souffrir et les soldats ukrainiens et russes de mourir!

LOB 8 mai 2023

Le blé : arme de guerre

Le gouvernement russe n'a pas renouvelé, pour l'instant, l'accord qui permettait d'exporter du blé par les ports de la mer Noire. Il réclame la levée de sanctions économiques occidentales à son encontre.

Bien malins ceux qui peuvent prédire comment se terminera le bras de fer entre puissances, qui utilisent chacun le blé comme d'une arme de guerre, se moquant d'affamer des populations pauvres.

Mais une chose est sûre : les trusts occidentaux exportateurs de céréales, comme Cargill ou Louis Dreyfus, vont eux se remplir encore davantage les poches en spéculant sur la situation et les possibles pénuries.

Lutte Ouvrière (France) 19 juillet 2023

Le roi, la loi... les financiers

Pour ses dix ans de règne, Philippe de Saxe-Cobourg est encensé de partout. Les médias reviennent sur son couronnement « chargé en émotion ». Il serait le roi « discret », « moderne », « bon père de famille »...



Toutes ces belles paroles cherchent à faire oublier que le roi est avant tout un des principaux représentants de la bourgeoisie belge, et qu'il est là pour défendre les intérêts de sa classe au cœur de l'État.

Car le roi est avant tout un capitaliste. Le premier roi de Belgique, Léopold I^{er}, avait déjà une fortune importante en arrivant en Belgique. Son successeur, Léopold II, la fera fructifier avec le sang et la sueur du peuple congolais. Près de la moitié de la population congolaise est morte pour les profits de la famille royale et de quelques autres capitalistes.



Depuis, la famille royale est discrète sur sa fortune, et ses importants revenus, notamment à travers la Société Générale, Cockerill, la Banque de Bruxelles, la Compagnie Maritime belge, etc.

Si Philippe n'a officiellement « que » 13 millions d'euros, certains estimaient il y a quelques années la fortune de la famille royale à 2 milliards, voire même à 12 milliards selon le journal Knack. Et tout cela sans compter les 43 millions par an de « dotation » à la famille royale. La famille royale est aussi liée avec toutes les grandes familles capitalistes de Belgique cotoyées régulièrement dans les nombreux clubs : l'Association de la noblesse du royaume de Belgique, la Société de l'Ordre de Léopold, ou le Royal club golf de Belgique.

Le roi distribue des titres de noblesse aux plus grands capitalistes de Belgique, comme Jef Colruyt, Jean-Pierre Hansen (Electrabel, Tractebel, etc.), Julien De Wilde (Alcatell et Agoria), Herman Daems (BNP Paribas Fortis)...

Il multiplie également les voyages à l'étranger avec d'autres capitalistes pour représenter les intérêts de la bourgeoisie belge. Et il prépare sa fille aînée, Elisabeth, à jouer ce même rôle. Elle l'accompagne dans ses déplacements, tout en se formant à Oxford et en suivant une formation militaire.

Le roi cherche à avoir une bonne image auprès de la population belge. Mais c'est pour mieux créer des illusions et la tromper.

Suivez-nous sur Facebook :

Lutte Ouvrière Belgique E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel: 0470-18.82.39

Internet: www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications!